

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

n°2026/09/68

Date de convocation L'an deux mil vingt six
18 septembre 2026 le **LUNDI 28 SEPTEMBRE 2026** à 18 Heures 30
le **CONSEIL MUNICIPAL**, légalement convoqué, s'est réuni en Mairie, en séance publique, sous la
Date d'affichage présidence de Monsieur Stéphane FOURNIER, Maire.
22 septembre 2026

Nombre de conseillers Etaient présents :
Exercice : 27 Monsieur Stéphane FOURNIER
Présents : 22 Madame Anne-Caroline RATAJCZAK – Monsieur Arnaud FICHEL – Madame Astrid SAVARY –
Votants : 26 Monsieur Anthony FIERET – Madame Sophie LOPEZ – Madame Sophie CAYET –
Madame Martine DUQUESNOY – Monsieur Benoit KURCZ – Monsieur Patrick BRUGUET –
Monsieur Jacques NOURTIER – Madame Christelle LEBAS – Monsieur Vincent HERBET –
Monsieur Fouad AJARRAY – Monsieur Arnaud LEBOEUF – Madame Laëtitia NORMAND –
Madame Aurore DEMAY-LEGUAY – Madame Kelly OBERT – Monsieur Claude RICHARD –
Monsieur Nicolas HALIPRET – Madame Hanène NEBATI – Monsieur Arthur FOURNIER

Excusés :
Monsieur Thierry IMBERT qui donne procuration à M. Stéphane FOURNIER
Monsieur Alain CAYET qui donne procuration à Mme Sophie CAYET
Mme Marie-Antoinette DESHORTIES qui donne procuration à Mme Anne-Caroline RATAJCZAK
Madame Haddy N'JEE qui donne procuration à Mme Astrid SAVARY

Absente :
Madame Mélanie TROCME

ST Secrétaire de séance :
Monsieur Vincent HERBET

Objet : Création de 5 emplois permanents au tableau des effectifs

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article L.313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique compétent.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- Le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- La catégorie hiérarchique dont l'emploi relève,

Accusé de réception en préfecture
062-216207647-20260928-20260968-DE
Date de télétransmission : 08/10/2026
Date de réception préfecture : 08/10/2026

- Pour un emploi permanent à temps non complet, la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures.

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, les collectivités peuvent recruter, en application de l'article L.332-14 du code précité, un agent contractuel de droit public pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire. Le contrat est alors conclu pour une durée déterminée d'une durée d'un an. Il pourra être prolongé, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année.

Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal le 02/02/2026

Considérant que les besoins du service nécessitent la création de 5 emplois permanents

Le Maire propose à l'assemblée :

- La création
 - o D'un emploi permanent d'assistante de direction, au grade de rédacteur, catégorie B, à temps complet
 - o D'un emploi permanent de directrice du Multi accueil, au grade de puéricultrice hors classe, catégorie A, à temps complet
 - o De 2 postes d'agents polyvalents des services techniques, au grade d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe, catégorie C, à temps complet
 - o D'un emploi permanent d'assistant administratif, au grade Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe, catégorie C, à temps non complet (30/35^e)
- Les rémunérations et les déroulements des carrières correspondront au cadre d'emplois concernés.

Les postes pourront être pourvus par des agents contractuels de droit public dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Les recrutements des agents contractuels seront prononcés à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

- La modification du tableau des emplois à compter du 01/10/2026

Il vous est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à :

- créer au tableau des effectifs 5 emplois permanents à temps complet

NOMBRE DE POSTES	POSTE	GRADE	CATEGORIE	FONCTION
1 Poste	Temps complet	Puéricultrice hors classe	A	Directrice du Multi Accueil
1 Poste	Temps complet	Rédacteur	B	Assistant de direction
2 Postes	Temps complet	Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	C	Agents polyvalents des services techniques
1 Poste	Temps non complet 30/35e	Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	C	Assistant administratif, chargé d'accueil, Etat civil

Ces emplois pourront être occupé par des agents contractuels recrutés à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L.332-14 du code général de la fonction publique.

Leurs durées pourront être prolongées, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2^{ème} alinéa de l'article L.332-14 du code général de la fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'ait pu aboutir.

Monsieur le Maire est chargé de recruter les agents affectés à ces postes.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Après délibération, le Conseil Municipal valide les propositions de Monsieur le Maire selon le vote suivant :

Pour	25
Abstention	1
Contre	0

Certifié exécutoire
Transmis en préfecture
Saint Nicolas lez Arras,
Le 29 septembre 2026
Le Maire,
Stéphane FOURNIER.



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa notification.

Accusé de réception en préfecture
062-216207647-20260928-20260968-DE
Date de télétransmission : 08/10/2026
Date de réception préfecture : 08/10/2026